

Table des matières

Liste des contributeurs	i
Sigles et abréviations	xi
Biographie de Maurice Kamto	xv
Préface	xvii
Remerciements	xxxii
Introduction générale	
La contestation du droit international en Afrique : vers la fin d'une posture victimaire ?	1
Alain-Guy SIPOWO	
Introduction.....	1
Section 1. Les acteurs de la contestation du droit international en Afrique.....	6
§ 1. Les États africains : une contestation ancrée dans les rapports postcoloniaux.....	7
§ 2. Les intellectuels et les juristes critiques du droit international.....	9
§ 3. Les mouvements panafricanistes et la société civile : une contestation populaire du droit international.....	12
Section 2. Pourquoi l'Afrique conteste-t-elle le droit international ?.....	15
§ 1. Le droit international colonialiste et les critiques postcoloniales....	15
§ 2. Le droit international inégalitaire et les critiques tiers-mondistes..	19
§ 3. Le droit international patriarcal et la critique féministe.....	22
§ 4. La contestation du droit international raciste : les théories critiques de la race.....	25
Section 3. Comment l'Afrique conteste-t-elle le droit international ?.....	28
§ 1. De l'influence dans les négociations à la dénonciation des règles de droit international.....	28
§ 2. La résistance ou la non-participation au droit international ?.....	31
Section 4. Quelle est l'efficacité de la contestation africaine du droit international ?.....	33
§ 1. De la décolonisation inachevée du droit international.....	33
§ 2. Un droit international décolonisé est-il impossible ?.....	37
Conclusion.....	41

Première partie

Approches théoriques de la contestation du droit international en Afrique

Chapitre 1

L'Afrique et la critique « économique » du droit international : à quand le nouvel ordre économique international ?

.....	47
Fabrice AYINA AYISSI et Alain-Guy SIPOWO	
Introduction.....	47
Section 1. La critique par le militantisme juridique : une approche inefficace de l'instauration d'un nouvel ordre économique international.....	55
§ 1. Une approche militantiste purement idéologique : « l'esprit de Bandoeng ».....	55
A. « Le marxisme juridique » comme fondement de la critique.....	56
1° L'idéologie de la lutte des classes et contre l'impérialisme.....	56
2° L'idéologie du non-alignement.....	57
B. Le réalisme juridique comme cofondement à la critique du droit international économique.....	58
1° Les arguments théoriques de la critique du réalisme juridique.....	58
2° L'approche de la critique de Bandoeng sur l'inadaptation du droit à la situation économique concrète des pays sous- développés.....	60
§ 2. Une approche de la critique essentiellement proclamatoire et incantatoire.....	60
A. Une approche proclamatoire.....	61
1° Les proclamations de l'idéologie du développement des Nations Unies.....	61
2° Des institutions de développement proclamées.....	62
B. Une approche incantatoire.....	64
1° Les espoirs caressés de la route de la Charte économique..	64
2° Les espoirs déçus de la Charte économique.....	66
Section 2. La critique par le pragmatisme juridique : une approche décisive à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.....	67
§ 1. L'approche par les défis posés à l'effectivité du nouvel ordre économique international.....	68
A. La motivation de la volonté politique comme source d'effectivité de la Charte.....	69

1° La force juridique des normes comme l'un des facteurs motivationnels à l'effectivité de la norme internationale.....	70
2° L'intérêt particulier des États comme autre facteur décisif à l'effectivité de la norme internationale.....	71
B. Le démantèlement des structures coloniales.....	72
1° Le démantèlement des structures économiques et politiques coloniales.....	73
2° Le démantèlement des structures néolibérales.....	78
§ 2. L'approche par les stratégies d'effectivité du nouvel ordre économique international.....	83
A. L'approche de l'effectivité par « toute chance ».....	83
1° La diplomatie des forums et la diplomatie <i>ad hoc</i>	83
2° Les contributions des forces politiques et sociales à l'effectivité de la Charte.....	84
B. L'approche de l'effectivité par « l'acteur stratégique ».....	85
1° Les pays en voie de développement comme acteurs stratégiques.....	86
2° Le recours aux cadres techniques et au regroupement des pays exportateurs de matières premières.....	87
Conclusion.....	89
Chapitre 2	
L'imaginaire du droit international : un « exotisme » pour l'Afrique ?	
Guy AZEBOVÉ TETANG.....	91
Introduction.....	91
Section 1. La rationalité fondatrice du droit international : un « écho » lointain pour l'Afrique.....	94
§ 1. La rationalité axiologique : un produit de la culture libérale occidentale.....	95
§ 2. La rationalité instrumentale : une figuration performative du « réel » local.....	97
Section 2. La rencontre de l'Afrique avec le droit international : « entendre l'altérité » venue d'ailleurs.....	105
§ 1. La transmission des figures axiologiques occidentales : l'ONU comme « caisse de résonance ».....	106
§ 2. La « dissonance cognitive culturelle » : collision des visions du monde.....	109
Conclusion.....	114

Deuxième partie

La contestation des sources du droit international

Chapitre 3

Sont-elles assez civilisées ? Sont-ils assez qualifiés ? Remarques cursives sur le recours aux sources africaines comme moyen de détermination des règles de droit par le juge international	117
Apollin KOAGNE ZOUAPET	
Introduction.....	117
Section 1. Une présence épisodique et négligeable des sources africaines dans la détermination des règles du droit international.....	123
§ 1. Un rôle cosmétique et anecdotique dans la formulation des principes généraux de droit.....	126
§ 2. Une doctrine invisible dans les « sources d'inspiration » assumées des juges internationaux.....	131
Section 2. Un rôle secondaire des sources africaines résultant des déficiences structurelles et systémiques.....	138
§ 1. Le tribut de l'universalité et de l'unité.....	139
§ 2. L'incapacité à se faire voir et entendre.....	145
Conclusion.....	147

Chapitre 4

La requalification postcoloniale de l'accord germano-duala du 12 juillet 1884 : du mythe du « traité » à la réalité juridique du contrat de concession	151
Eric FOKOU	
Introduction.....	151
Section 1. Considérations préliminaires.....	156
§ 1. Les critères classiques de qualification du « traité » en droit international public coutumier en vigueur lors de la conclusion de l'accord germano- <i>duala</i>	156
§ 2. L'accord en question.....	159
Section 2. De la thèse publiciste du « traité » de droit international public.....	165
§ 1. De l'impertinence de la qualification juridique de « traité ».....	165
A. Du défaut de qualité de sujet de droit international public ou l'incapacité juridique des firmes allemandes de conclure un « traité ».....	165
B. L'absence de mandat ou de représentation de l'État allemand.....	166

C. De la clause d'inaccessibilité du territoire autochtone à une tierce-personne.....	167
§ 2. La qualification de « traité » : une théorie politique de légitimation juridique de la colonisation.....	172
Section 3. De la thèse privatiste ou pertinence de la qualification juridique de « contrat de concession ».....	177
§ 1. L'accord germano- <i>duala</i> : un contrat.....	177
§ 2. L'accord germano- <i>duala</i> : un contrat de concession.....	180
Conclusion.....	182
 Chapitre 5	
La pratique récurrente des Accords de paix et l'émergence d'un droit de règlement pacifique des conflits armés internes.....	
Jacques Serge NGUEFACK NKOUEBO	
Introduction.....	185
Section 1. La construction progressive d'un corpus de règles propres au règlement des conflits armés internes.....	188
§ 1. Une volonté de restauration de l'État victime du conflit armé.....	188
A. Le rétablissement de l'ordre public.....	189
B. La réanimation des institutions politiques, administratives, judiciaires et militaires.....	192
§ 2. L'adoption de mesures garantissant une transition démocratique.....	195
A. L'organisation d'élections libres et transparentes comme thérapie de crise.....	196
B. L'Accord de paix comme matérialisation du principe de légitimité démocratique.....	199
Section 2. Un construit juridique aux facettes multiples.....	200
§ 1. L'apparition d'un nouveau constitutionnalisme : le constitutionnalisme de crise.....	201
A. Le bouleversement de l'ordre juridique interne de l'État.....	201
B. Les constitutions issues des Accords de paix.....	204
§ 2. L'instauration d'une tutelle implicite de la communauté internationale dans l'État en conflit.....	206
A. La défaillance de l'État comme motif de la « mise entre parenthèses » de sa souveraineté.....	207
B. L'Accord de paix ou le diktat de la communauté internationale.....	209

Chapitre 6

La jurisprudence des États africains devant le Tribunal international du droit de la mer.....

Albert Steve ELLA ELLA	211
Introduction.....	211
Section 1. Une dynamique constructive des règles relatives à la préservation de l'environnement marin et des droits des États en mer.....	215
§ 1. La prescription des mesures conservatoires en absence de toute urgence visant la protection du milieu marin.....	215
§ 2. La contribution jurisprudentielle à la fixation des droits des États sur la zone économique exclusive et la haute mer.....	218
Section 2. La consolidation jurisprudentielle des règles régissant la navigation et la délimitation des espaces maritimes.....	222
§ 1. La clarification des règles relatives à la navigation en mer.....	223
§ 2. La cristallisation de la règle de l'équidistance/circonstances pertinentes dans la délimitation des espaces maritimes.....	226
Conclusion.....	229

Chapitre 7

L'égalité des droits de l'homme et de la femme dans la Charte arabe des droits de l'homme.....

Pythagore NONO KAMGAING	231
Introduction.....	231
Section 1. L'ambivalence de la Charte arabe à l'égard du principe de l'égalité.....	235
§ 1. L'universalisme de certaines dispositions de la Charte arabe.....	235
A. Aperçu général.....	235
B. L'affirmation du principe.....	237
§ 2. Le conservatisme de certaines dispositions de la Charte arabe.....	238
A. Bref aperçu des dispositions jugées rétrogrades vis-à-vis des droits des femmes.....	238
B. L'insertion dans un contexte socio-culturel particulier.....	240
Section 2. Comment combler les lacunes de la Charte arabe ?.....	242
§ 1. L'invocation de la clause générale de sauvegarde de l'article 43.....	242
§ 2. L'adoption de protocoles additionnels ou d'amendements.....	244
Conclusion.....	245

Troisième partie

La contestation des sujets du droit international

Chapitre 8

L'État africain : généalogie d'un sujet-objet

du droit international	249
Charles MOUMOUNI	
Introduction.....	249
Section 1. L'État africain traité comme objet par le droit international de l'esclavage.....	252
§ 1. Les fondements philosophiques et théologiques du droit international de l'esclavage.....	252
A. La justification philosophique de l'esclavage.....	252
B. La justification théologique de l'esclavage.....	255
§ 2. La justification de l'esclavage dès les débuts du droit international.....	257
A. Les premières sources du droit international de l'esclavage : le droit romain et le droit espagnol.....	257
B. La doctrine esclavagiste des « pères fondateurs » du droit international.....	259
Section 2. L'État africain traité comme objet par le droit international de la colonisation et de la recolonisation.....	262
§ 1. Le passage au droit international antiesclavagiste au droit international de la colonisation.....	263
A. L'ambiguïté du droit international antiesclavagiste.....	263
B. Le passage au droit international de la colonisation.....	267
§ 2. De la tutelle de la SDN et de l'ONU à celle des institutions économiques et financières internationales.....	268
A. La tutelle de la SDN et de l'ONU.....	268
B. La tutelle des institutions économiques et financières internationales perçue comme une recolonisation déguisée des États africains.....	277
Conclusion.....	282

Chapitre 9

Une Cour pénale africaine, pourquoi pas ?

Quelques arguments au soutien de la ratification rapide

du Protocole de Malabo	285
Amissi M. MANIRABONA	
Introduction.....	285

Section 1. Mettre fin au néocolonialisme par la création de la Cour pénale africaine.....	287
Section 2. Cour pénale africaine : outil de restauration de l'identité et de la fierté africaines.....	289
Section 3. Urgence de réprimer les crimes économiques transnationaux commis en Afrique.....	293
Section 4. Légitimité morale pour l'Afrique de créer une Cour pénale régionale.....	296
Section 5. Garantir la vérité historique et rétablir une justice non sélective.....	301
Conclusion.....	307
Chapitre 10	
La subjectivité des groupes armés non étatiques en droit international public : étude à partir d'exemples en Afrique.....	
Timothée FOMEGANG	
Introduction.....	311
Section 1. La jouissance de certains attributs de la personnalité juridique internationale par les groupes armés non étatiques en Afrique.....	319
§ 1. La reconnaissance des groupes armés comme parties aux CANI.....	319
A. Les conséquences de la qualité d'insurgés.....	320
B. Les conséquences de la qualité de belligérants.....	322
§ 2. La contribution au développement des sources du droit international public.....	325
A. Vers la création d'une coutume régionale en Afrique impliquant les groupes armés ?.....	325
B. La participation des groupes armés à l'élaboration d'accords <i>sui generis</i>	331
Section 2. L'assujettissement des groupes armés non étatiques en Afrique au droit international humanitaire.....	334
§ 1. La soumission des groupes armés aux obligations internationales..	334
A. Le respect de principe des obligations de droit international humanitaire.....	335
B. Le respect des obligations imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies.....	338
§ 2. La responsabilité internationale des groupes armés en Afrique.....	340
A. La responsabilité indirecte pour fait internationalement illicite.....	341
B. La responsabilité pénale internationale des membres des groupes armés en Afrique.....	344
Conclusion.....	347

Chapitre 11

La contestation des juridictions

internationales par les États africains	351
Serges Frédéric MBOUMEGNE DZESSEU	
Introduction.....	351
Section 1. La physionomie de la contestation.....	353
§ 1. La contestation en amont.....	353
A. Entre sous-régionalisme et régionalisme judiciaire.....	353
B. Le défaut de ratification des instruments pertinents.....	354
§ 2. La contestation en aval.....	356
A. L'inexécution des arrêts et des actes de justice extra-africains.....	357
B. Le retrait de la compétence judiciaire.....	359
Section 2. La thérapie de la contestation.....	362
§ 1. La thérapie politique.....	362
A. L'incontournable appui des organes politiques de l'Union africaine.....	362
B. Le soutien nécessaire des pouvoirs « politiques » des États africains et du système des Nations Unies.....	365
§ 2. La thérapie judiciaire et autres.....	367
A. La judiciarisation du contentieux de l'inexécution et la navette judiciaire.....	368
B. L'action des institutions nationales des droits humains, des organisations de la société civile et des médias.....	371
Conclusion.....	372

Quatrième partie

La contestation des règles du droit international

Chapitre 12

Convergence des obligations internationales de l'État. Hiérarchiser des normes concurrentes et parallèles : une utopie ? Le cas du droit international des investissements et du droit international de l'environnement.....

Édouard ONANA	377
Introduction.....	377
Section 1. DIE et DII : des <i>lex specialii</i> pleinement légitimes.....	380
§ 1. L'émergence des sous-systèmes en droit international.....	381
§ 2. La légitimité du DIE et du DII en tant que sous-systèmes.....	384

Section 2. Coordonner les obligations découlant du DII et du DIE.....	390
§ 1. L'inexistence de conflit entre normes des sous-systèmes du droit international mais plutôt une divergence de leurs conséquences factuelles respectives.....	390
§ 2. L'absence de hiérarchie entre les différents sous-systèmes du droit international.....	393
Section 3. La primauté n'est pas accordée au DIE en tant que sous-système.....	395
Conclusion.....	401
Chapitre 13	
L'apport de l'Afrique au droit international des réfugiés : contestation ou consolidation ?.....	
Lyes SAM	
Introduction.....	403
Section 1. Élargissement du statut de réfugié : une innovation africaine.....	406
§ 1. Définition de la notion de réfugié	407
§ 2. Reconnaissance du statut de réfugié	409
§ 3. Les systèmes régionaux d'inspiration africaine.....	411
Section 2. Solidarité régionale et solutions durables : caractéristiques propres au droit africain des réfugiés.....	413
§ 1. Principes de partage des responsabilités et de solidarité régionale.....	413
§ 2. Causes profondes et solutions globales et durables	414
Conclusion.....	416
Chapitre 14	
La mise en œuvre des traités de protection des droits de l'homme et la souveraineté des États africains : pour qui sonne le glas ?.....	
Firmin NGOUNMEDJE et Carole Valérie NOUAZI KEMKENG	
Introduction.....	419
Section 1. L'application des traités relatifs aux droits de l'homme, expression de la souveraineté de l'État.....	424
§ 1. La primauté de la souveraineté dans la ratification des conventions.....	424
A. La reconnaissance de la capacité internationale de l'État : le consentement à être lié.....	424
B. L'acceptation des réserves aux traités des droits de l'homme.....	426
§ 2. L'affirmation de la souveraineté dans l'application des traités des droits de l'homme.....	430

A. L'autolimitation de la souveraineté dans l'exécution des traités	430
B. La réciprocité et la subsidiarité dans l'application des traités ..	435
Section 2. Les traités relatifs aux droits de l'homme, facteur de mise en procès et de relativisation de la souveraineté des États	438
§ 1. Le caractère <i>erga omnes</i> des obligations nées des traités.....	438
A. La consécration du caractère transcendantal des droits de l'homme.....	438
B. La responsabilité de l'État pour violation des conventions des droits de l'homme.....	440
§ 2. La primauté du droit international des droits de l'homme	441
A. Applicabilité directe du droit international des droits de l'homme.....	441
B. L'obligation de conformité des États au droit international des droits de l'homme.....	443
Conclusion.....	444

Chapitre 15

Le juge et le temps dans le contentieux africain relatif à l'indemnisation devant la Cour internationale de Justice : une réflexion à partir des affaires *Ahmadou Sadio Diallo et Activités armées sur le territoire du Congo*

Jean Baptiste CHOUAMO	447
Introduction.....	447
Section 1. La Cour, juge du temps dans le contentieux africain de l'indemnisation	453
§ 1. La date de naissance et le moment de l'évaluation du préjudice indemnisable.....	453
A. La date de naissance du préjudice indemnisable.....	454
B. Le moment de l'évaluation du préjudice indemnisable	456
§ 2. Le temps de l'indemnisation effective	459
A. Le délai de paiement	459
B. L'indemnité de retard	462
Section 2. La Cour, juge dans le temps du contentieux africain de l'indemnisation	465
§ 1. Une procédure inégalement rallongée.....	466
A. Le renvoi des parties à l'amiable composition.....	466
B. La tentative de justification	469
§ 2. Les facteurs de retardement de la procédure dans le contentieux africain de l'indemnisation	472
A. Les facteurs liés au juge.....	472

B. Les facteurs liés à la complexité des affaires et aux parties	475
Conclusion.....	476

Chapitre 16

Le régime international de la protection des biens culturels et l'Afrique.....

Tamás SZABADOS	
Introduction.....	479
Section 1. Contestation des règles de droit international pendant des conflits armés.....	481
§ 1. Atteinte contre le patrimoine culturel pendant la guerre en violation des règles de droit international.....	481
§ 2. L'apport au développement du droit international à travers la jurisprudence.....	482
Section 2. Contestation des règles de droit international en temps de paix.....	486
§ 1. Contestation des règles des instruments multilatéraux et réponses alternatives.....	486
§ 2. La mise en cause de l'approche multilatérale de la protection des biens culturels en Afrique.....	487
A. La Convention de La Haye de 1954.....	487
B. La Convention de l'UNESCO.....	487
C. La Convention d'UNIDROIT.....	490
D. Instruments régionaux.....	491
§ 3. L'apport de la contestation de l'approche multilatérale.....	493
A. La diversité et la flexibilité des techniques d'accords bilatéraux.....	494
B. Utilisation du droit mou – la loi-type de l'UA.....	498
Conclusion.....	499

Chapitre 17

Le mécanisme africain de lutte contre la corruption : redondance, alternative ou complémentarité aux mécanismes internationaux anticorruptions ?.....

Simon Pierre HEMLE DJOB SOTONG	
Introduction.....	501
Section 1. L'ancrage épistémologique de la Convention anticorruption de l'Union africaine.....	503
§ 1. La sauvegarde des droits fondamentaux par la lutte contre la corruption.....	504
§ 2. La lutte contre la corruption par la coopération internationale.....	510
A. Comblé le dispositif non coercitif de l'OCDE.....	512

B. Le recouvrement des avoirs issus de la corruption.....	512
Section 2. La relative mise en œuvre du mécanisme africain de lutte contre la corruption	514
§ 1. L'utile réorganisation du Comité consultatif sur la corruption	514
A. Les projets initiés par le Comité consultatif sur la corruption..	515
B. L'absence de suivi des projets initiés par le Comité consultatif sur la corruption.....	516
§ 2. L'impact négligeable du mécanisme anticorruption de l'Union africaine sur l'État africain.....	518
A. La réception mitigée de la Convention en droit interne	518
B. Le silence des juridictions africaines lors des procès portant sur l'infraction de corruption d'agents publics étrangers.....	519
1° L'affaire Bolloré.....	520
2° L'affaire SNC-Lavalin.....	521
3° L'affaire Griffiths Energy.....	522
Conclusion.....	523

Cinquième partie

La contestation du développement durable, économique et social

Chapitre 18

La question du développement durable en matière environnementale selon la perspective africaine à la lumière de la pratique la plus récente	527
Maura MARCHEGIANI	
Section 1. Introduction.....	527
§ 1. Le développement durable dans la pensée scientifique du professeur Kamto	527
§ 2. Évolution de la coopération internationale en matière environnementale	528
§ 3. Délimitation de l'objet de la recherche et objectifs envisagés.....	532
Section 2. L'impact du principe du développement durable sur l'évolution du droit international de l'environnement en matière de lutte contre les changements climatiques	534
§ 1. La lutte contre les changements climatiques dans l'ordre juridique international	534
§ 2. La coopération internationale en matière de préservation de l'environnement tout au long des décennies.....	537
§ 3. Crise climatique et inégalités.....	540

Section 3. De la coopération interétatique au contentieux stratégique : vers un changement de paradigme dans la lutte contre les changements climatiques.....	545
§ 1. La lutte contre les changements climatiques à la lumière de l'Agenda 2030.....	545
§ 2. L'impact de la voie judiciaire dans la lutte contre les changements climatiques à la lumière de l'Agenda 2030.....	546
§ 3. La pratique judiciaire récente en matière de lutte contre les changements climatiques.....	548
Section 4. En guise de conclusion.....	554
 Chapitre 19	
La contribution de la pratique africaine bilatérale et multilatérale au développement de l'arbitrage d'investissement	557
Francisco PASCUAL-VIVES	
Introduction.....	557
Section 1. L'arbitrage d'investissement en Afrique : une relation de longue date.....	558
Section 2. La pratique récente des États africains : émancipation, contestation ou contribution au développement de l'arbitrage d'investissement ?.....	562
§ 1. La pratique bilatérale : une réforme « à la carte » ?.....	562
§ 2. La pratique multilatérale : les défis découlant de la multilatéralisation du régime de protection internationale des investissements.....	569
Section 3. L'activité des États africains au niveau institutionnel.....	572
§ 1. L'activité au sein de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international : où va la réforme de l'arbitrage d'investissement ?.....	573
§ 2. L'activité au sein de l'Union africaine : le rôle du <i>Code panafricain des investissements</i>	580
Considérations finales.....	583
 Chapitre 20	
La remise en cause des règles du commerce international par les États africains, causes, conséquences et perspectives : le cas des États de la CEMAC	587
Emma Marie Solange NGONDJE SONGUE	
Introduction.....	587
Section 1. Les facteurs explicatifs de la remise en cause des règles du commerce international.....	588
§ 1. Les facteurs explicatifs intrinsèques.....	588

A. L'inadaptation des règles de l'OMC à régir les rapports commerciaux actuels.....	588	
B. L'effritement de la légitimité de l'OMC.....	591	
§ 2. Les facteurs explicatifs extrinsèques.....	593	
A. Les règles commerciales faussées en faveur des pays riches.....	593	
B. Le mythe de l'échange libre et sans entrave.....	594	
Section 2. Les conséquences de la remise en cause des règles du commerce international.....	595	
§ 1. Sur le plan juridique.....	595	
§ 2. Sur le plan économique et social.....	596	
Section 3. Les perspectives face à la remise en cause des règles du commerce international.....	598	
§ 1. Au niveau de l'institution régulatrice du commerce international..	598	
§ 2. Au niveau régional et sous-régional.....	599	
Conclusion.....	600	
Chapitre 21		
Les mesures nécessaires contre la faim et l'émergence d'une exception de sécurité alimentaire à l'OMC.....		603
Kader Léonide MODOU		
Introduction.....		603
Section 1. Les mesures nécessaires contre la faim et les interactions entre les domaines du droit international.....		607
§ 1. Les mesures nécessaires contre la faim légitimées par des instruments internationaux externes à l'OMC.....		607
A. Exemples de dispositions incitant à l'action gouvernementale.....		608
B. L'interdiction de priver les populations de leurs propres moyens de subsistance.....		610
§ 2. Les mesures nécessaires selon l'Organe de règlement des différends de l'OMC.....		612
A. Le « nécessaire » comme lien entre moyens et fin.....		612
B. Le jugement des mesures nécessaires par l'ORD.....		614
Section 2. La contribution africaine à l'émergence d'une exception de sécurité alimentaire à l'OMC.....		616
§ 1. L' <i>Accord sur l'agriculture</i> de l'OMC : l'héritage d'un paradoxe.....		617
A. Les origines du paradoxe.....		617
B. La critique africaine de l' <i>Accord sur l'agriculture</i> de l'OMC.....		620
1° Accès aux marchés.....		620
2° Subventions agricoles.....		623
§ 2. La sécurité alimentaire : une « monnaie d'échange » pour les pays africains ?.....		627

Table des matières

A. L'évolution conceptuelle et la densification normative autour de la sécurité alimentaire durable.....	627
B. Les compromis issus des dernières conférences ministérielles de l'OMC sur l'agriculture.....	631
1° Le compromis de Bali.....	631
2° Le compromis de Nairobi et autre évolution récente.....	634
Conclusion.....	637
Chapitre 22	
Pour une contestation des périphéries institutionnalisées du droit transnational du travail	641
Thierry GALANI TIEMENI	
Introduction : urgence et pertinence de la contestation en droit du travail.....	641
Section 1. Des périphéries institutionnalisées du droit du travail.....	642
§ 1. Approches définitionnelles et périphérialisation du travail en droit du travail.....	644
A. Le <i>comment</i> : le droit du travail et le processus de périphérialisation du travail.....	647
B. Le <i>pourquoi</i> : de la dualité des objectifs du droit du travail.....	651
§ 2. Naviguer les périphéries institutionnalisées du droit transnational du travail.....	654
Section 2. Contestations et corrections des failles du droit du travail au Nord et au Sud.....	656
§ 1. Droit du travail, périphérialisation du travail et contestation au Sud.....	657
§ 2. Droit du travail, contestation et dépériphérialisation du travail au Nord.....	660
Section 3. L'urgence de contester ?.....	665
§ 1. Au niveau national.....	667
§ 2. Au niveau global.....	670
Conclusion : contester et redéfinir les objectifs du droit du travail ?.....	672
Bibliographie de Maurice Kamto	675